

La gouvernance mondiale et la mondialisation

Contrepoint en 2005

Des événements majeurs des dernières années modifient la donne de la gouvernance mondiale.

Le premier est l'émergence de la Chine, de l'Inde et du Brésil modifie la négociation internationale. L'entrée de la Chine à l'OMC lui permet de jouer le jeu du commerce international à son échelle. À long terme elle est potentiellement le principal marché de la planète. Elle attire les investissements étrangers et constitue, à la fois, le principal facteur d'animation de l'économie mondiale et celui de sa dérégulation. En effet ses achats massifs de matières premières, le pétrole et l'acier notamment, poussent vers le haut leurs prix, ce qui crée des difficultés pour les autres importateurs. Son énorme potentiel de main d'œuvre bon marché et laborieuse, ses compétences scientifiques et techniques, lui permettent de devenir une manufacture mondiale. Le cours de sa monnaie face au dollar et à l'euro facilite ses exportations, qui dans des secteurs comme le textile, mettent en péril des industries des pays développés, et surtout, celles d'autres pays de ce qu'on appelait "le Tiers-Monde".

Le second est une opposition frontale au sein de l'OMC entre le Nord et le Sud.. Cette opposition a pris forme à la conférence de Douha. Son objet principal est la contestation des protections agricoles des USA et de l'UE. Le démantèlement de celles-ci est un préalable aux protections douanières des pays du Sud. L'importance des concessions à faire est un objet de litige entre américains et européens, les uns et les autres, au demeurant, trainant les pieds....

La gouvernance mondiale et la santé

En 2005 c'est dans ce domaine que la gouvernance mondiale est la plus effective. L'Organisation Mondiale de la Santé joue un rôle préventif essentiel des grandes pandémies. La menace de la grippe aviaire mobilise des réseaux mondiaux pour la conjurer, et, le cas échéant, la combattre si elle se répandait.

La gouvernance mondiale et les menaces sur le futur de l'Humanité

L'évolution de la croissance démographique mondiale, de la consommation, des énergies fossiles, de la lutte pour les matières premières, de l'intensification de l'effet de serre, de la dégradation des capacités d'approvisionnement en nourriture et en eau, de l'écroulement des écosystèmes, crée une menace sans précédent. Il s'agit de "l'issue" fondamentale, vitale pour l'humanité. Ce n'est pas de la science-fiction, du catastrophisme, ni même des scénarios prospectifs, mais de prévisions à 50, voire à 20 ans. Jamais "l'anthropolitique" n'a été plus nécessaire.

Jamais la liaison entre l'anthropologie dans toutes ses dimensions -l'homme, la société, la nature- et la politique, n'a été aussi forte. Car les menaces climatiques sont aussi celles sur l'ordre mondial et les guerres du futur¹.

Selon Roy Woodbridge, les prochaines grandes conflagrations risquent fort d'être déclenchées par cette concurrence pour l'accès aux ressources vitales. Face à ce futur difficile, il propose que la communauté internationale entre littéralement en guerre, de manière unifiée et coordonnée, contre la dégradation environnementale. Dans le même mouvement doivent être créées des institutions internationales fortes de réels pouvoirs de décision, de manière à arbitrer le partage des ressources

¹ Jean-Michel Valantin "Menaces climatiques sur l'ordre mondial" Editions lignes de repères, juin 2005 ; Roy Woodbridge "The Next World War : Tribes, Cities, Nations, And Ecological Decline" juin 2004. On notera une étude américaine importante, et ignorée par le gouvernement Bush ""An abrupt climate change scenario and its implications for united states national security for United states national security, by Peter Schwartz and Doug Randall october 2003. Ce rapport pour le Pentagone explore comment un changement abrupt du climat pourrait potentiellement déstabiliser l'environnement géopolitique, conduisant à des échauffourées et même des guerres dues aux contraintes des ressources.

vitales à l'échelle globale. De cette seule façon sera gagnée, selon cet auteur, la "guerre" contre la crise globale des approvisionnements.

Jean-Michel Valantin esquisse une explication systémique. La planète est aujourd'hui prise dans une immense boucle de rétroaction, déclenchée par plusieurs siècles de "civilisation matérielle", de deux siècles de civilisation industrielle, et d'une croissance démographique exponentielle ; les effets environnementaux cumulés de l'évolution humaine ont de puissants effets en retour sur le monde qu'elle cherche à dominer par la technologie. Les effets de ces évolutions prennent leur autonomie, s'accroissent et montent en puissance, tout en échappant aux moyens d'intervention nationaux, qui, pour le moment, ne sont pas mobilisés de façon active.

La conscience écologique se développe dans l'opinion internationale, y compris dans certaines entreprises multinationales, mais elle est aussi ignorée par d'autres et freinée par l'administration Bush dont le credo est de ne pas remettre en cause le mode de vie américain. L'industrialisation de la Chine et de l'Inde est un facteur multiplicateur formidable de dégradation environnementale et d'épuisement des ressources naturelles. Sans parler du conflit Nord-Sud entre les munis et les démunis et ses conséquences sur les flux migratoires. L'humanité est prise dans une course contre la montre entre la montée de sa conscience environnementale, sa capacité à s'autoréguler, et le risque croissant d'une régulation imposée par des changements environnementaux subis d'une grande brutalité. C'est sans doute l'enjeu principal du XXI^e siècle².

La gouvernance régionale

Le scénario de la coopération entre régions (scénario GRI)

La mondialisation c'est aussi la continentalisation. Elle se caractérise par l'existence d'ensembles régionaux, économiques et socio-politiques constitués par des Organisations Internationales Gouvernementales. La gouvernance régionale est une des composante du développement économique actuel. Elle se limite dans la plupart des cas à la définition de zones de libres échanges avec des tarifs douaniers communs vis-à-vis des pays extérieurs. Mais il y a des différences.

Les OIG ont des finalités variables. Par exemple, L'ALENA vise essentiellement la libéralisation commerciale. Le MERCOSUR se propose surtout de développer les échanges à l'intérieur de la zone. L'UE a des objectifs qui dépassent l'économie et le commerce, et qui sont avec la monnaie unique les prémices d'une intégration sociale, politique et militaire.

Toutes les constructions régionales sont fondées sur la théorie des zones commerciales optimales, elle même dérivée de celle des zones monétaires optimales. La zone monétaire optimale étant un espace géographique suffisamment homogène pour permettre des flux migratoires des facteurs de production, de la main d'œuvre en particulier, et réaliser des économies d'échelle et de spécialisation. Elles sont reliées par des interdépendances multiples. Ces relations peuvent être relativement équilibrées ou asymétriques. La solidarité vis-à-vis du système capitaliste mondial les rend à la fois partenaires et concurrentes. Ces relations asymétriques existent en leur sein même, les rapports au sein de l'ALENA entre les USA et le Mexique ne sont pas égaux. Le conflit-coopération régit les relations entre partenaires de l'UE, des compromis successifs résultent du mixte d'intérêts communs et de rapports de force particuliers. La négociation principale se noue entre l'ALENA et l'UE. Si le pôle des conflits devient prédominant au niveau des blocs géopolitiques, cela peut resserrer les solidarités internes, et l'imperium américain rapprocher les Européens.

La gouvernance régionale est un Janus. À l'exemple de l'ALENA, elle peut être le cheval de Troie de l'hyper libéralisme. Elle peut aussi, contre les excès de celui-ci, en constituer une digue... Elle peut être à la fois réactive et réformatrice aux dérives d'un système mondial hors de contrôle, préactive par anticipation de celles-ci, et proactive par un projet mûrissant à travers une série de réformes progressives.

² Note d'actualité. La flambée du prix du pétrole en 2005 incite à des économies d'énergie et freine la motorisation aberrante des 4x4...

Elle peut véhiculer le modèle dominant et sa culture ou ériger son propre modèle de société. C'est **l'enjeu européen**. On en a traité quelques aspects à l'occasion de la crise provoquée par le référendum du 29 mai 2005.

Dans la *configuration prospective 2000*, j'écrivais : "Il n'y a pas *un* devenir mais *des* futurs européens. Même si on reste dans la problématique actuelle d'un mixte de libéralisme et de réformisme. Il y a des contraintes, sinon irréversibles, du moins qui ne paraissent pas être levées dans l'horizon d'une prospective à 20 ou 30 ans. Ce sont, notamment, les pressions migratoires de l'Est européen, du Maghreb, du Moyen-Orient, sans parler de celle de l'Afrique noire³...Le contour de la "maison commune européenne" n'est pas encore tracé. Cette géométrie variable renferme pour l'économie agricole européenne des certitudes et des incertitudes majeures. Certitude en Pologne que la rationalisation libérera des millions de travailleurs agricoles provenant des régions les plus pauvres. Incertitude sur l'évolution de l'Ukraine et de la Russie, potentiellement grandes puissances agricoles, qui peuvent, selon la solution qui sera donnée ou non à leur crise économique, environnementale et politique, devenir exportateurs ou importateurs agricoles....

Il y a aussi les incertitudes intrinsèques à l'UE. Dans l'horizon de 20 à 30 ans bien des choses peuvent se passer. L'Europe maîtrisant le mécanisme d'intégration des PECO et de l'immigration du Sud, équilibrant le rapport de force avec la puissance américaine, régulant les excès de l'ultralibéralisme, concilie la mondialisation avec une économie sociale. La situation politique actuelle crée une circonstance historique sans précédent en Europe. Jamais une conjonction ne s'était produite où une même tendance politique sociale démocrate accédait au pouvoir. Elle présente certes des différences d'approche, et la question est si celles-ci seront gommées et si se dégagera une unité de projet et de vision à long terme....

Le projet européen peut dépasser celui de l'Europe économique et sociale et parvenir aux "Etats Unis d'Europe". On pressent aisément qu'une Europe disposant d'une politique étrangère et d'une force militaire communes pèserait d'un tout autre poids dans les affaires mondiales⁴....

L'Europe est conditionnée par son environnement géopolitique. Elle peut être aussi conditionnante⁵. Elle peut être un modèle pour les autres régions dans le monde par l'exemple de sa maquette politique, par la puissance de son économie, par son développement qui ne perd pas de vue l'essentiel : la finalité du renforcement de la démocratie et du développement humain....

Enfin, la prospective ayant pour fonction d'imaginer l'inimaginable, l'éclatement de l'Europe doit aussi être envisagé. Elle serait une manifestation de la crise systémique considérée plus loin, ou/et d'une implosion interne due à des révoltes sociales et des accidents de parcours dans le management de la monnaie unique, l'Euro, par exemple....

Dans les deux cas, les Etats Unis Européens et la dislocation européenne, il s'agit de scénarios de rupture, même si le premier a le caractère d'une fusion et le second d'une séparation".

Contrepoint 2005 (suite)

La social-démocratie européenne qui était au pouvoir dans la majorité des pays des 15 a laissé passer l'occasion historique de définir et mettre en œuvre un modèle social européen. La faible croissance, l'évolution démographique, le chômage, sont autant de défis à l'économie sociale de marché, auxquels les sociaux démocrates Anglais, les socialistes Français et Allemands donnent des réponses différentes. Le remplacement de la social-démocratie au pouvoir dans de nombreux pays par des formations conservatrices, y compris au sein des 10 nouveaux membres, crée une nouvelle configuration politique européenne. Le rejet du projet de traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas laisse l'UE sous la juridiction du projet de Nice. Mais la véritable crise politique est due à l'impuissance de reforcer un projet de société en concordance avec les aspirations des peuples

³ Les scénarios migratoires de Jacques Lesourne n'ont pas perdu de leur actualité " *Sur l'immigration* " Le Débat N°35, novembre 1985.

⁴ Voir Albert Bressan, Emmanuelle Maincent " *L'Europe à l'heure britannique* ", Futuribles N°220, mai 1997.

⁵ Voir Pierre F. Gonod et Philippe de la Saussay " *Europe Province du monde* ", dossier de base N°3, Europrospective II, une nouvelle Europe, visions et actions, Presses Universitaires de Namur, 1993.

Les scénarios de rupture

La rupture est un nouveau phénomène qui surgit, radicalement différent du précédent. Il peut être dû à l'introduction dans le système de processus nouveaux, à la fois destructifs et créatifs. Il peut aussi, et c'est le cas le plus fréquent, résulter de la rencontre temporelle de processus en cours. Leur conjonction, ou leur bifurcation, n'est pas une simple somme, mais une qualité nouvelle. Quand le phénomène opère des systèmes dépourvus d'autonomie, il peut entraîner l'effondrement de la structure. L'implosion du communisme et de l'URSS en fournit un exemple saisissant.

Les interdépendances inhérentes à la mondialisation n'ont évidemment pas le même caractère que les liens internes au système soviétique, elles sont moins rigides, des espaces de liberté décisionnelle existent pour les Etats et les Régions. Cependant la prédominance dans l'économie des sphères de la finance et de la monnaie, confère plus de fragilité à l'économie mondiale. Le manque de confiance des populations à la suite d'un choc majeur de celle-ci peut, à son tour, provoquer une désaffection idéologique du support au régime. D'où deux scénarios complémentaires: l'un d'une crise du système, l'autre de son expression au niveau régional, qui résultent de processus inintentionnels.

Les futurs ne sont pas faits seulement de sinistrose, quel que soit l'intérêt de l'envisager. Ils sont faits aussi de projets, de volonté et d'espérance. C'est pourquoi un dernier scénario de rupture exprime la recherche d'un " autre développement ", qui mixte des processus inintentionnels en cours, que l'on ne peut pas ou/et que l'on ne veut pas éliminer, avec des processus intentionnels reflétant les nouvelles valeurs et exigences de la société.

La crise systémique mondiale

Le scénario est fondé sur le paradigme de la réversibilité

Les crises cycliques ne sont pas, comme certains l'ont crû, reléguées au musée de l'histoire. Les régulations de l'économie mondiale, si elles ont évité depuis la seconde guerre mondiale un krach comparable à celui de 1929, n'ont pas, pour autant, supprimé les cycles économiques. Les marchés sont volatiles et réversibles. La toute puissance du marché-roi est aussi la source de sa fragilité. Incontestée dans le champ de l'économie, la mondialisation pourra être victime d'un accident stratégique. L'interdépendance généralisée des économies, d'un côté renforce la cohérence du système, mais de l'autre elle en accroît la fragilité, puisqu'un dérèglement quelque part peut se propager à l'ensemble. L'information en temps réel multiplie, on l'a vu dans les mouvements boursiers, les réactions instantanées. S'agissant de la finance et de la monnaie, elles sont soumises à la pression des actionnaires et à celle des fonds de pension dont les motivations privilégient le profit immédiat. La conduite des affaires, dans ces conditions, n'est même plus " à vue ". Les myriades de décisions quotidiennes ne procèdent pas d'une vision du moyen et du long termes. Les doctrinaires du néo-libéralisme ne s'en alarment pas pour autant : la " main invisible " mettra de l'ordre dans le chaos des marchés financiers.

" L'accident " pourrait ainsi résulter des avatars de l'ultra libéralisme et de la conjonction de divers phénomènes. En effet, les changements ne sont jamais dus à un seul facteur mais à la conjonction de plusieurs, y compris des facteurs imprévisibles. Le scénario de la grande crise de 1929 est encore l'objet d'interprétations diverses. On peut cependant considérer que ce n'est pas l'écroulement des échanges, qui en a été le déclencheur, mais des circonstances fortuites, en l'occurrence une série de paniques bancaires, favorisées par des mesures de protection douanières. Une crise financière peut muer en crise économique, et, par la conjonction entre divers cycles, transformer des crises partielles en une crise générale. Ce n'est pas le lieu ici d'en anticiper des modalités possibles. Elles sont multiples.

On s'est placé ici dans l'hypothèse où la crise est brutale, profonde et longue, que la dépression se manifeste par une déflation qui atteint le moteur du système, le profit, avec toutes ses conséquences sur la production, l'investissement, l'échange, les relations sociales et politiques, l'aide internationale, l'idéologie. Dans le désarroi où ce qu'on croyait stable s'écroule, les fondamentalismes religieux et les extrémismes politiques prospèrent. La rupture est qualitative, et la crise est systémique dans le sens où elle ébranle la structure du système. Elle est mondiale, et elle affecte donc les régions, elle creuse les

inégalités entre pays. Ce qui conduit à réfléchir aux articulations entre la crise systémique générale et celles des ensembles régionaux, l'Europe en particulier.

La crise régionale

(le scénario GR2)

- La crise générale signifie que les différentes régions sont frappées. Son déclenchement, ainsi qu'il a été dit, résulterait d'entrelacs de causes. Elle pourrait débuter dans une région et se propager aux autres selon des intensités et des vitesses variables.

En fin 1998, l'épicentre de la crise, d'abord financière, ensuite économique, était situé en Asie. Les pays ont été directement affectés. L'Indonésie, dont la croissance avait été particulièrement dynamique, a été le plus touché. Cela résultait de son modèle de développement, de l'appropriation de la richesse par un clan au pouvoir, de la mobilité des capitaux externes qui s'y étaient investis dans une fièvre spéculative. Le Japon, géant économique de la région connaissait une crise bancaire, économique et politique. Les effets de cette récession sur l'Asie du Sud-Est ont été forts. Dans des pays où la protection sociale était inexistante, ils conduisaient à un krach social. Malgré le poids du Japon dans l'économie mondiale, ces effets ont été limités alors dans les pays les plus développés, USA et UE. Mais des pays émergents, tels le Brésil et d'autres pays d'Amérique Latine, ont été victimes de la crise du crédit engendrée par les reflux de capitaux. Tout cela pour dire que l'instabilité et les craquements régionaux constituent une hypothèse robuste.

La contagion d'une crise régionale et son extension aurait pour conséquence la fracture mondiale. Elle pourrait entraîner soit le repli de la région sur elle même, soit sa dislocation interne. L'alternative dépend de plusieurs facteurs : le degré d'ouverture sur le marché extérieur, l'importance du marché interne, celle des échanges à l'intérieur de la zone, la maturité de la construction régionale, l'irréversibilité et la réversibilité des processus d'intégration, les volontés politiques des partenaires...

- Le repli autarcique des régions, là où il est possible, développerait un type " d'économie de guerre ", tel qu'il a existé durant la seconde guerre mondiale. Le risque est grand qu'à la guerre économique actuelle succèdent alors des conflits militaires entre régions (ou pays) forteresses. L'isolationnisme américain latent se renforcerait, la forteresse américaine ayant les ressources de vivre sur elle même, ou du moins de s'organiser en conséquence. Dans le cas de l'UE, la situation serait plus difficile. Sa dépendance énergétique obligerait au choix du nucléaire, et, paradoxalement, aussi aux choix écologiques des énergies renouvelables et aux économies d'énergie. Bloquant les transferts technologiques, " l'économie de guerre " inciterait les pays qui ont une infrastructure scientifique et technologique suffisante, à réaliser par leurs propres forces des innovations. Il est peu probable que la fracture entre régions empêcherait complètement la diffusion de l'information scientifique et technologique, mais il n'en serait pas de même pour l'octroi des licences. Les règles du jeu de la propriété intellectuelle et industrielle seraient ignorées. L'économie de guerre justifiant cela.

Les acteurs dominants seraient les Etats nationaux, garants de la sauvegarde de leur population, l'OIG régionale, comme arbitre et coordinateur, les FMN, seules à avoir une base transnationale surmontant la fracture du système mondial.

- La dislocation interne régionale aurait pour conséquence des poussées nationalistes avec tous les dangers qu'elles représentent. Elle affecterait d'abord les maillons faibles du réseau des régions. On pressent que ni l'ASEAN et le MERCOSUR résisteraient. L'ALENA, par la force cohésive des multinationales américaines, paraît en meilleure posture. L'UE est plus fragile. Ceci tient à sa situation singulière dans la logique conflictuelle de la mondialisation des échanges. L'UE constitue en effet le premier système d'alliance économique entre pays industrialisés. Sa problématique concurrentielle est différente de celle des Etats-Unis et du Japon car ses membres sont à la fois partenaires et concurrents. Au sein de la Triade l'UE a des faiblesses qui la rendent vulnérable. Du fait de son statut particulier, ses associés doivent mener la guerre économique sur deux fronts parallèles, extérieur et intérieur. Le front extérieur englobe les puissances régionales de l'Amérique du Nord et de l'axe Pacifique. Le front intérieur, qui exprime les contradictions commerciales entre les pays membres de l'Union, peut servir

de voie de pénétration aux concurrents extérieurs. La tendance serait que les Etats s'enferment dans des forteresses nationales. Au sein de celles-ci la contraction des échanges à l'intérieur de la région augmenterait les exclus, la solidarité déclinante serait plus sélective, le racisme n'y serait pas étranger.

La crise latino-américaine est une crise régionale majeure. Le fait le plus important n'est pas qu'au cours de la rencontre des chefs d'État latino-américains à Viña del mar concernant la zone de libre-échange de l'ALCA, les USA se soient heurtés à l'opposition du Venezuela et des pays du "cone sud", mais le que des chefs d'États latino-américains, ceux du Venezuela et du Mexique, soient entrés en conflit, aboutissant à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. En fait nombre de différents de frontières existent, entre le Pérou et le Chili, le Venezuela et la Colombie. Les événements de ces derniers temps ne sont pas que des incidents isolés, mais des symptômes graves de l'absence d'une politique étrangère globale et bien structurée des pays d'Amérique latine", commentait le quotidien mexicain El Universal. Les différents problèmes de l'Amérique latine illustrent "la crise du multilatéralisme". Les grands espaces multilatéraux, comme les Nations unies, et ceux de plus petite taille, comme les alliances régionales, sont discrédités. L'Amérique latine et les Caraïbes constituent une mosaïque complexe dans laquelle se croisent la faiblesse étatique, l'inégalité économique, le morcellement politique, la prédilection pour des options diplomatiques unilatérales, la résurrection du nationalisme, un antiaméricanisme populaire marqué et des conflits de classe et d'ethnie aigus.

Contrepoint 2005 : L'UE

L'UE à 25 pays est en crise. Le rejet par la France et les Pays-Bas du projet constitutionnel en est un des éléments. Mais s'en est plus une manifestation que la cause. (Chronique géopolitique " la crise de l'Union Européenne"). C'est l'absence d'un projet politique autre que le marché et le libre-échange généralisé qui est à la racine de la crise. C'est aussi le mécanisme de décision de l'UE, la coupure d'une oligarchie européenne avec les populations, qui sont à l'origine de la faillite politique de l'élargissement. Il devait "être réfléchi" sur l'événement. Force est de constater avec le président de la Commission, M. Barroso que "l'on a pas réfléchi à réfléchir", ce qui est inquiétant pour la suite... Car si l'Europe ne définit pas son modèle social, ne résorbe pas son chômage, n'ouvre pas des perspectives à sa jeunesse, elle n'est pas à l'abri de dérives anti-démocratiques, d'appel aux extrémismes et au retour à des nationalismes d'une autre époque, que, précisément, depuis 50 ans la construction européenne a réussi à juguler.

La "maison européenne" reste à bâtir.

La rupture intentionnelle

Le scénario d'un autre développement (GM2) : " La mondialisation alternative "

Le scénario GM2 est fondé sur le paradigme mixte de la réversibilité et de l'irréversibilité⁶ : Il répond à une modification des valeurs et exigences de la société, et d'un autre mode de gestion.

" La mondialisation alternative " ne surgit pas du néant ni du rêve creux d'un prophète. Elle émerge de la situation d'état et des processus en cours. On rappelle que la mondialisation est l'expression territoriale de la globalisation. On reste bien, dans ce scénario, à l'intérieur de cette dernière. On est aussi dans une société avec le marché. Mais on n'est pas dans une société régie par le déterminisme économique. Les mécanismes de marché sont sans doute irremplaçables, mais non irréprochables. On est encore dans le capitalisme, aucun autre système ne paraissant s'y substituer. Mais son contenu voire sa nature changent.⁷ L'alternative n'est pas la mondialisation mais une autre façon de la vivre et de l'organiser. L'hypothèse est qu'une grande transition est en cours. Des futuristes la voient comme une transition violente marquée par une concurrence féroce et des marchés impitoyables, où l'ordre

⁶ Voir précédemment la définition des paradigmes

⁷ Lester Thurow " *Les fractures du capitalisme* ", Paris, Village Mondial, 1997.

ancien disparaîtra au profit d'un ordre nouveau qui reste une terra incognita⁸. À cette perspective Ls'oppose celle de l'invention de cet ordre nouveau, l'hypothèse que l'humanité peut résoudre les problèmes qu'elle se pose, et que ces problèmes sont d'ores et déjà, clairement posés.

- Ces problèmes, on l'a vu, sont ceux de la biosphère. La prise de conscience mondiale des dangers qui pèsent sur elle, de ceux qui sont nés du gaspillage des ressources non renouvelables, a conduit à des déclarations d'intention de la Communauté internationale. L'environnement commun impose une coopération de tous les acteurs. Mais les négociations jalonnées par les conférences de Rio, Kyoto, Bueno Aires, opposent le Nord et le Sud, et aussi les Etats-unis et le Japon, d'un côté, à l'UE. Les compromis sont difficiles et longs.

- Les problèmes sont aussi ceux de la pauvreté, de l'exclusion et des inégalités sociales. Les pauvretés autant que les opulences dégradent l'environnement. La croissance inconditionnelle n'est plus l'impératif des pays riches. C'est la qualité de la croissance qui est maintenant recherchée. D'autant que le taux de croissance n'est plus aussi décisif, en raison des nouvelles technologies, pour créer désormais des emplois.

- Le Tiers Monde a éclaté. De nouveaux pays industriels, des " tigres " asiatiques, ont émergé tirés par la croissance externe. Leur intégration au marché mondial a fait leur dynamisme mais aussi leur fragilité. Les pays pauvres, en Afrique notamment, restent loin derrière, ce qui conduit leurs ressortissants à migrer massivement en Europe. Les pauvres du sud de l'Afrique et de l'Inde sont décimés par le Sida. Pour sortir du sous-développement profond, les recettes des OIG mondiales ont ici échoué. Il faut mettre en œuvre un autre type de développement et une politique de solidarité internationale. Le Sud de la Chine décolle, et avec elle se pose la question du type d'industrialisation et des choix énergétiques qui pourraient s'avérer dramatiques pour l'environnement mondial. Le développement du continent chinois n'est pas une affaire qui ne concerne que les chinois. Ainsi, de fait, une solidarité internationale naît de la communauté des problèmes à affronter.

- Il s'agit de passer un autre type de développement, à une économie et une société de responsabilité. Responsabilité est le mot clé du scénario. Responsabilité pour la société présente et pour les générations futures. Responsabilité pour la reproduction durable de l'humanité et de la nature. Responsabilité pour une croissance moins inégalitaire. Responsabilité individuelle et collective au niveau des pratiques. Car le nouveau développement ne peut se faire uniquement par la voie de la réglementation, par ailleurs nécessaire, mais par un comportement de responsabilité. Il concerne tous les acteurs. Un autre développement concerne tous les niveaux d'action du local au global, de la base au sommet des Organisations, de celles-ci à la base. Et la mobilisation de tous les citoyens.

Si l'on se place du point de vue d'une prospective intergénérationnelle, il convient d'éviter l'erreur fréquente de penser que ceux qui décideront dans les décennies à venir auront les mêmes conduites que ceux qui sont au pouvoir maintenant. Les cohortes qui accéderont aux commandes ont été marquées par l'insécurité de leur avenir, par le chômage ambiant, mais aussi par davantage de solidarité avec le prochain, par une conscience plus forte des problèmes de l'environnement. Le pari est que dans 20 ans l'écologie sera une culture, et cela changera beaucoup de choses.

Dans ce scénario, la croissance serait sans doute moins élevée que celle dans celui de l'ultralibéralisme. Mais elle serait mieux répartie. Au-delà des deux ou trois prochaines décennies où les pyramides démographiques sont, sauf grande pandémie, prévisibles, un nouveau développement dans les pays pauvres, une meilleure éducation et la promotion des femmes, favoriseraient la transition démographique et freineraient l'augmentation de la population.

Ces problèmes, maintenant identifiés, n'auraient aucune chance de solutions si celles-ci n'étaient pas imposées par de nouvelles valeurs et exigences sociétales. Ce sont elles qui transformeront ce qui risque de rester des vœux pieux en réalité.

⁸ Alvin Toffler " *Les nouveaux pouvoirs* "

En effet, l'examen de la situation d'état et des processus de la mondialisation a conduit au constat qu'au sein de la société se développent de nouvelles valeurs et exigences. Elles poussent à l'émergence d'un nouveau développement. Ce sont les entrées du système politique. Celui-ci les traite. Ses sorties sont les décisions. On a considéré ici que ces valeurs et exigences seront prises en compte et qu'il s'ensuivra un " autre développement ". Ce terme volontairement vague a été préféré à celui de " développement durable " qui provoque, souvent, d'emblée, des crispations. Mais, dans son essence, il s'agit d'une alternative critique à la mondialisation et ses tendances actuelles, alternative mettant l'accent sur la responsabilité vis-à-vis des générations futures et sur la vision à long terme.

Ces valeurs sont d'ordre moral : la solidarité et la fraternité ; éthiques : la responsabilité vis-à-vis du patrimoine naturel, l'homme non plus maître et possesseur de la nature mais locataire de celle-ci ; la responsabilité de laisser un monde vivable, et même plus harmonieux pour les générations futures, l'anticipation à long terme et non la jouissance immédiate du profit, l'individu et sa réalisation plénière au centre de tout projet de société ; politiques : vivre dans un monde en paix, rendre irréversibles les progrès de la démocratie ; économiques : la croissance mais différente, l'économie de marché mais sans concurrence sauvage ; sociales : le primat de la santé, un emploi et un revenu pour chacun, une nouvelle signification du travail, la continuation de l'essor des classes moyennes et de la promotion des femmes, etc...

Ces valeurs se concrétisent en exigences dont ce n'est pas le lieu ici d'en dresser le catalogue. Elles opèrent tous les grands systèmes de l'économie, de la consommation, de la production, de la technologie, de la culture, de la santé, de l'agriculture

Ces exigences forment un vaste programme pré actif par la modification des processus en cours, et proactif par le projet de société dont il est porteur. La transformation de cette visée en actions politiques programmatiques temporelles est évidemment en dehors de cet exercice.⁹...

La mondialisation alternative requiert non seulement des programmes¹⁰, mais des outils conceptuels. Des travaux existent¹¹, d'autres sont en cours, des dossiers se constituent¹². Des associations apportent des idées, des principes et des propositions. La gouvernance internationale a pris position, sinon pour d'autres développements, du moins pour le développement durable. Un impressionnant arsenal juridique a vu le jour, des programmes d'action ont été élaborés¹³. Il y a donc de la réforme dans l'air. La rencontre au sommet de Johannesburg a été dans ce sens. Les entreprises sont moins indifférentes aux questions de l'environnement, un marché se crée. En bref, le mouvement vers la mondialisation alternative existe. Le pari de cette étude, quand elle a été entreprise, est qu'il se développera. Depuis, les événements ont été dans ce sens. Les mouvements anti-mondialisation se sont développés. Ils ont fait irruption sur la scène internationale à Seattle, à Porto Alegre, à Rome, à Saint-Denis, à Bombay... Pour Edgar Morin, "le XXI^e siècle a commencé à Seattle". Il écrit : "Les prises de conscience fragmentaires se sont rassemblées à Seattle et se sont mondialisées...Un monde nouveau sort des brouillards de décembre 1999"... "La situation est fondamentalement complexe. La première mondialisation comporte des contre-courants positifs nés de l'excès même de développement des

⁹ Par contre, on a en prolongement de l'analyse des processus en cours et des nouvelles valeurs et exigences, décliné dans un autre document, leur signification pour un nouveau développement agricole.

¹⁰ Voir, par exemple, Groupe de Lisbonne " *Limites à la compétitivité. Pour un nouveau contrat mondial* ", La Découverte, 1995.

¹¹ Voir par exemple Robert Heilbroner " *21st century capitalism* " Norton & company, New York, 1993 ; René Passet " *L'économie et le vivant* " Payot, 1996 ; " *L'économie repensée* " qui traite des nouvelles théories, Sciences Humaines N°22, septembre-octobre 1997.

¹² Le Monde diplomatique " Scénarios de la Mondialisation " Manière de Voir N°32 novembre 1996 ; Le Monde diplomatique " Anatomie de la crise financière " Manière de Voir N°42, novembre-décembre 1998 ; Sciences Humaines " La mondialisation en débat " N° 17 juin-juillet 1997.

¹³ "Traité des organisations non gouvernementales et des mouvements sociaux" Sommet de la terre, Rio de Janeiro, juin 1992

courants négatifs...La seconde mondialisation doit maintenir une alliance complexe entre les souverainetés nationales et la nouvelle souveraineté internationale de la Terre patrie...Les fronts sont entrecroisés et se chevauchent les uns les autres. Ce sont ces complexités qu'il faut penser, affronter et non éluder, afin de bien dégager une voie. Voilà. Ce n'est pas la lutte finale. C'est la lutte initiale du siècle à venir qui dessine son visage : à l'échelle humaine, à l'échelle planétaire"¹⁴.

La première conclusion de ces rassemblements protestataires était qu'un *autre monde est possible*. L'objectif est maintenant d'avoir une capacité de transformation en une *alternative*.

Le devenir de ce vaste mouvement est incertain. Est-ce qu'il se dirige vers la transformation du système capitaliste, et si oui en a-t-il la capacité ? Interrogation réouvre le débat sur le développement¹⁵. La question du développement durable, quant à elle, a le mérite d'exiger une approche interdisciplinaire des phénomènes à l'interface de l'environnement et du développement. Plus au fond, le réexamen du capitalisme en regard du renouvellement des finalités du développement, conduit-il, en définitive, à une remise en question du capitalisme lui-même, ou, - pour user d'une expression d'apparence plus savante, et donc plus neutre - à un débat sur le caractère souhaitable d'un "changement de paradigme"¹⁶. Débat rendu plus difficile par la perte de références du positivisme du XIXe siècle, la fin des certitudes¹⁷, la remise en cause de la notion de la de progrès¹⁸, et l'écroulement des grandes idéologies du XXème

En 2002 la quête d'une autre mondialisation pouvait être symbolisée comme suit.

¹⁴ On peut rapprocher cette citation de la démarche qui a dominé les exercices prospectifs de l'INRA, et, en particulier, de la prospective protéines. On a rejeté les scénarios simples, rose ou noir, où tous les facteurs favorables ou défavorables sont partitionnés. Cette "cohérence" là ne correspond pas aux phénomènes sociaux où simultanément entrent en jeu l'ordre et le désordre, la rationalité et le chaos, la coopération et le conflit. La réflexion menée au cours de la prospective "Protéines" avait conduit à l'idée d'élaborer les grandes lignes d'un Macros scénario de rupture intentionnelle : *Le scénario d'un autre développement : "La mondialisation alternative"* Ce scénario est fondé sur le paradigme mixte de la réversibilité et de l'irréversibilité. Il répond à une modification des valeurs et exigences de la société, et d'un autre mode de gestion. Voir annexe 5 du rapport "Protéines" Michel Sebillotte (sous la dir.), *"Prospective : les protéines végétales et animales, enjeux de société et défis pour l'agriculture et la recherche"*, DADP-INRA, 2001.

¹⁵ C'est le cas dans les Nations Unies où il a été créé dans ce but "the United Nations Développement Group".

¹⁶ Christian Cormelieu *"Nouveaux enjeux du développement"* dans *"Pour aborder le XXIe siècle avec le Développement Durable"*, dans *"Pour aborder le XXIe siècle avec le développement durable"* Textes édités par Solange Passaris et Krystina Vinaver, Économie et Sociétés, série *"Développement, Croissance et Progrès"*, N°1/1998, PUG.

¹⁷ F.David Peat *"From certainty to uncertainty, the story of Science and Ideas in the twentieth century"* Joseph Henry Press, Washington D.C, 2002.

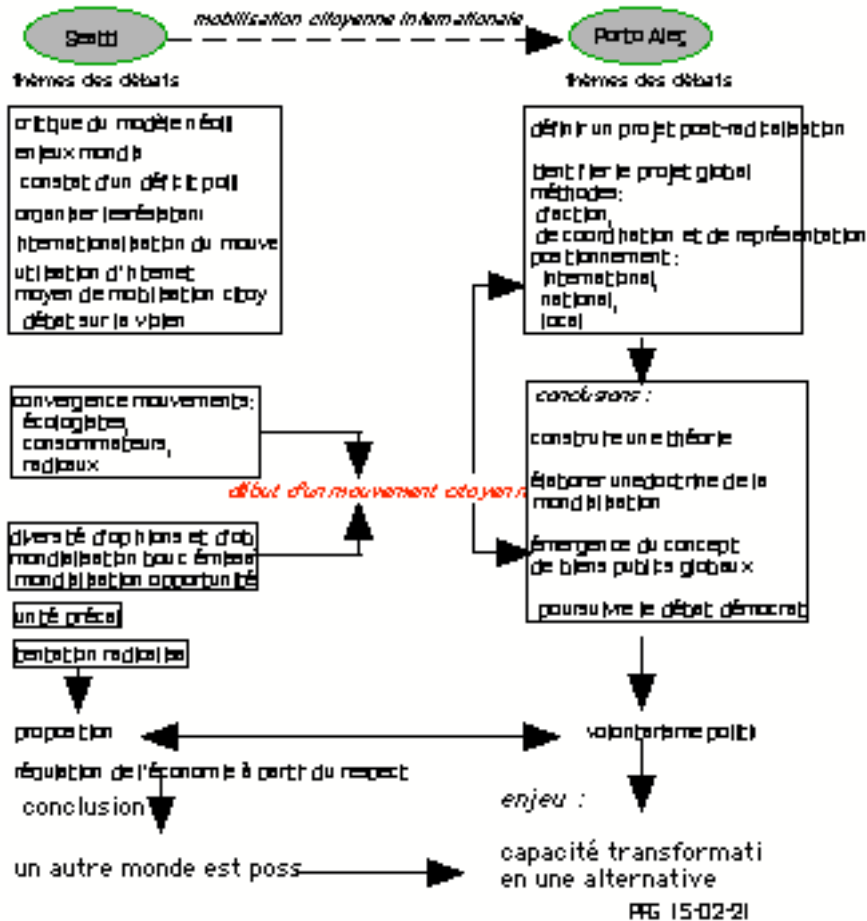
¹⁸ Voir Christopher Lasch *"Le seul et vrai paradis. Une histoire de l'idéologie de progrès et ses critiques"* traduit de l'anglais Climats 2002, et *"La modernité en questions"* sous la direction de Françoise Gaillard, Jacques Poulain, Rischard Schusterman, Cerf, 1998.

Une autre mondialisation la vision 2002



le champ de la mondialisation

les forces sociales qui cherchent un autre mode de développement
définissent leurs actions directement dans le champ de la mondialisation



Contrepoint 2005

Les espoirs du mouvement altermondiste sont en retrait par rapport à l'optimisme de 2002. Une alternative n'a pas vu le jour. La construction théorique est en panne. Qui plus est, la nouvelle gestion citoyenne de Porto Allegre, donnée comme un modèle, semble avoir des avatars avec un changement de la majorité municipale. En France, l'association ATTAC a joué un rôle important dans le rejet du projet de traité constitutionnel, mais cela n'a pas débouché sur un "plan B" qui aurait pu s'inscrire dans la mouvance de l'objectif d'un "autre monde". Malgré ces échecs, le problème demeure d'un autre projet de société.